

La protection des services publics : un enjeu de solidarité

Pierre-Guy Sylvestre
Conseiller syndical
Service des luttes à la sous-traitance et à la
privatisation
Syndicat canadien de la fonction publique

Centre de recherche interuniversitaire sur la
mondialisation et le travail
« L'action syndicale sans frontières »
Colloque international
24 septembre 2010
HEC Montréal



Plan

- Le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)
- Question de recherche : est-ce que le privé est plus efficace que le public?
- Préserver les services publics au sein de coalitions
 - Secteur municipal
 - Coalition Eau Secours! et le Conseil des Canadiens
 - Secteur de la santé
 - Coalition opposée aux PPP dans les CHSLD
 - Secteur de l'énergie
 - Droit à l'énergie SOS FUTUR
 - Coalition opposée à la privatisation et à la tarification des services publics
 - Économie autrement
- Conclusion

Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)

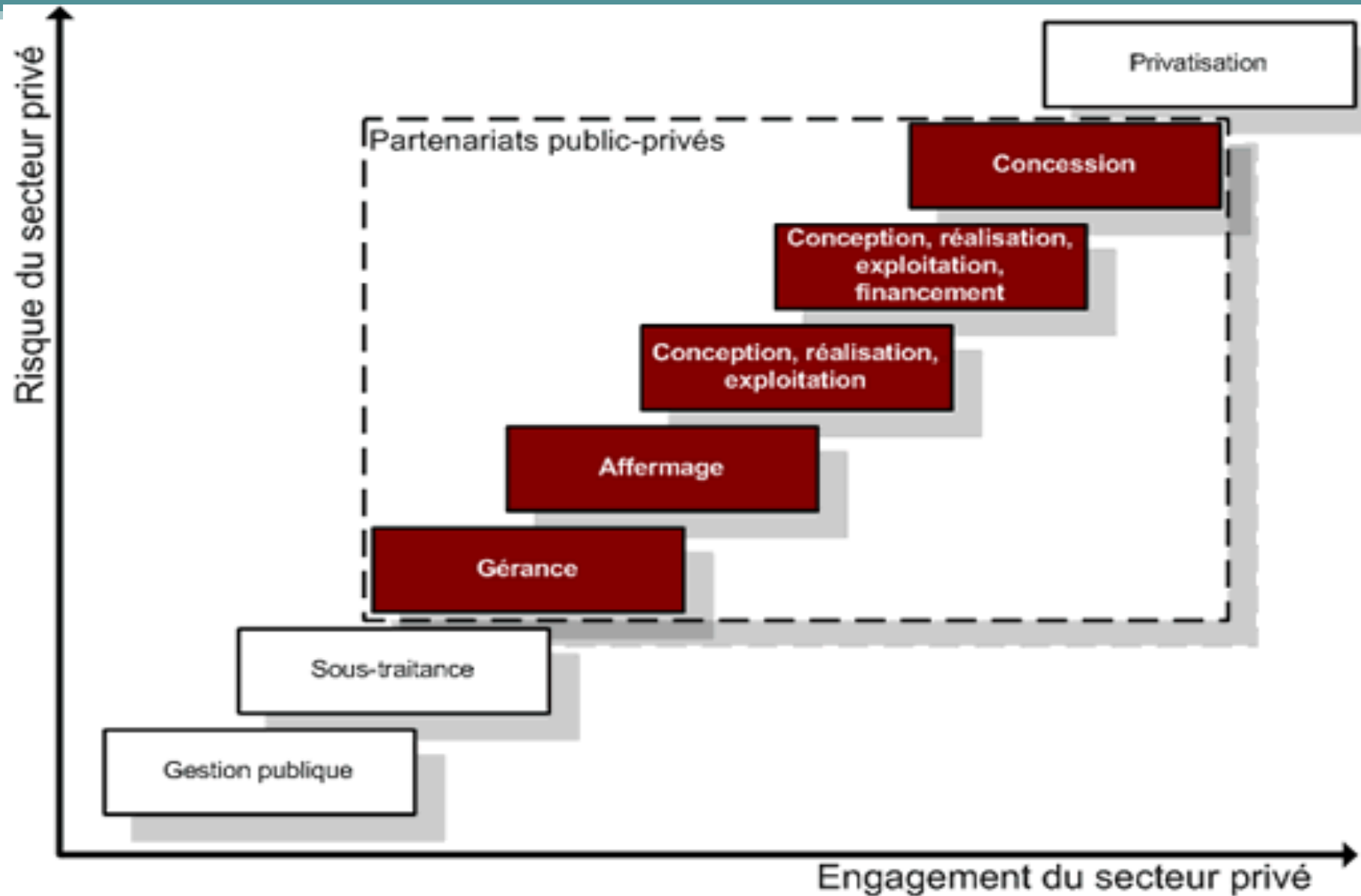
- Plus de 600 000 membres au Canada
- Plus de 105 000 membres au Québec
- Le plus important syndicat affilié de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)
- Secteurs :
 - Affaires sociales
 - Communications
 - Éducation
 - Énergie
 - Municipalités
 - Ports
 - Sociétés d'État et organismes publics
 - Transport aérien
 - Transport urbain
 - Universités

Question de recherche : le privé est-il plus efficace que le public?

- Définitions et concepts
 - Services publics : l'ensemble des services octroyés par l'État-providence
 - Transport et distribution de l'eau et de l'électricité
 - Services municipaux de gestion des déchets, de déneigement et d'émondage
 - Services de santé
 - Systèmes d'éducation
 - Bien public : biens mis à la disposition des citoyens pour faciliter l'accès au bien commun

Question de recherche : le privé est-il plus efficace que le public?

- Définitions et concepts
 - Privatisation : vente d'une partie ou de la totalité d'un actif public
 - Sous-traitance des services publics : forme de privatisation car une partie du service public est cédée à un entrepreneur privé
 - Partenariat public-privé (PPP) : à mi-chemin entre le privé et le public
 - Conception, construction, gestion et financement assurés par le privé
 - Risque principalement supporté par le public

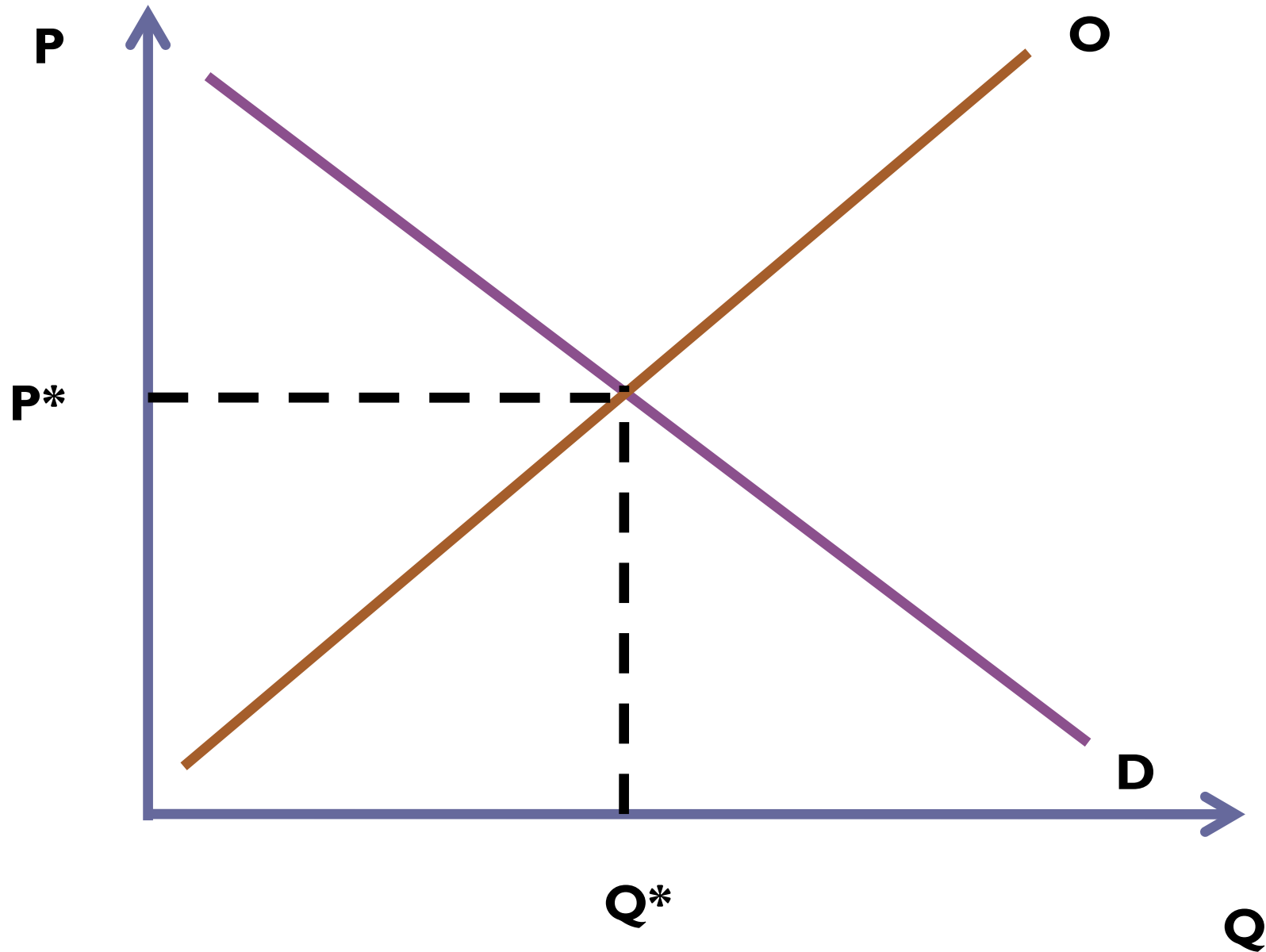


Source : CIRANO, 2010 http://www.cirano.qc.ca/ris/ppp/theme.php?lang=fr&theme=Faq_1&page=1&pagefin=1

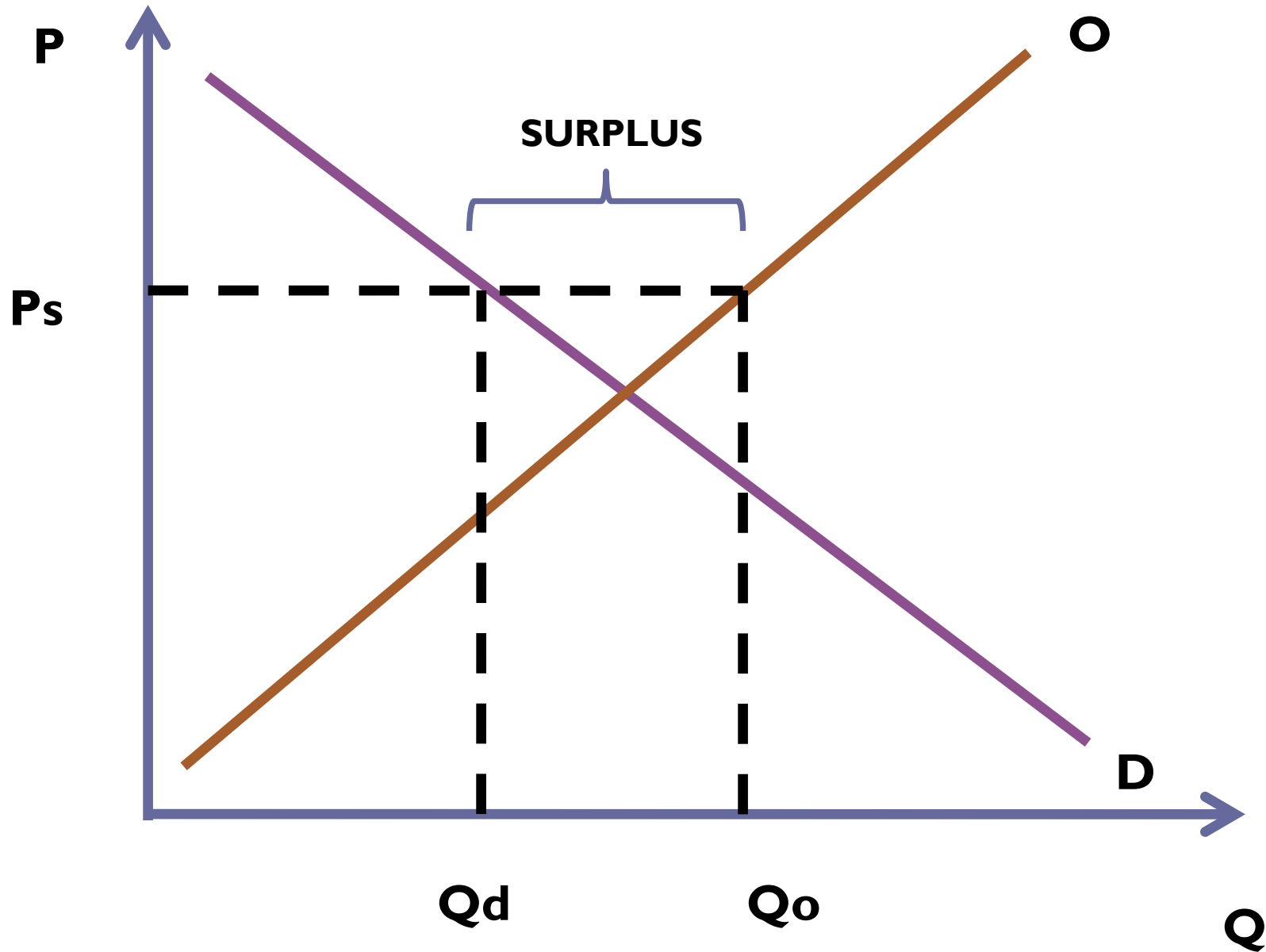
Question de recherche : le privé est-il plus efficace que le public?

- Définitions et concepts
 - Efficacité : en science économique, l'efficacité est atteinte lorsque la quantité et le prix sont optimaux :
 - Pas de gaspillage
 - Pas de pénurie
 - Prix justes
 - Quantités adéquates
 - Selon la théorie économique classique, le marché permettrait une allocation optimale des ressources
 - Plusieurs conditions : concurrence et information

Répartition optimale



Répartition sous-optimale



Question de recherche : le privé est-il plus efficace que le public?

- Plusieurs obstacles à la concurrence :
 - Cartel : « Un cartel est un groupe d'entreprises indépendantes organisé ou non qui a comme but concerté de diminuer ou d'empêcher la concurrence entre ses participants. »
 - Collusion, truquage des offres, collaboration entre concurrents, complot
 - Structures de l'industrie et nature des biens
 - Situations de monopole naturel
- L'équilibre de marché est rarement atteint

Source : Bureau de la concurrence, 2010, http://www.bureaudelaconcurrence.gc.ca/eic/site/cb-bc.nsf/fra/h_02760.html

Secteur municipal

Privatisation de la gestion de l'eau

- Coalition Eau Secours!
 - « Le but de la coalition est de revendiquer et promouvoir une gestion responsable de l'eau » et de revendiquer l'accès à l'eau comme « un droit fondamental de l'humanité »
 - Depuis 1997, campagnes contre la privatisation des infrastructures de l'eau à Montréal
- Conseil des Canadiens (*The Council of Canadians*)
 - « [...] protéger l'indépendance du Canada en faisant la promotion de politiques progressistes sur le commerce équitable, l'eau potable, la sécurité énergétique, les soins de la santé publics et autres enjeux sociaux et économiques qui préoccupent les Canadiens »
 - Congrès mondial de l'eau 2010, à Montréal
 - Principaux commanditaires : ITT, Veolia Water et Suez Environnement
 - Oil Sands Developers Group présents à l'événement
 - Manifestation organisée pour dénoncer l'événement
 - Comités Eaux aguets (*Water Watch Committee*) : membres du SCFP, chapitres du Conseil des Canadiens et militants communautaires
- Sommet bleu - *Blue Summit* (2009)

Sources :

Coalition Eau Secours!, 2010. <http://eausecours.org/qui/>

Conseil des Canadiens, 2010. <http://www.canadians.org/francais/propos/index.html>

Secteur municipal

PPP et centres sportifs

- Combattre la construction d'un centre sportif en PPP nécessite d'informer la population
- L'appui des groupes communautaires est primordial
- Les associations sportives doivent être impliquées
- Beloeil (2009) :
 - Campagne d'information auprès de la population
 - Sondage et présentation des résultats au conseil municipal
 - Participation de la population
 - Résultat : même si le PPP permettait à la Ville de contourner l'ouverture du registre municipal, la mobilisation a mené à l'abandon du PPP

Cotes de crédit sur les dettes à long terme en 2010

Ville	Cote
Edmonton	AA (élevé)
Montréal	A (élevé)
Vancouver	AA
Calgary	AA (élevé)
Province de Québec	A (élevé)

Source : DBRS, 2010

Secteur de la santé

- Coalition Montérégie sans PPP (CHSLD)
 - Pétition
 - CHSLD Saint-Lambert-sur-le-Golf : « Santé : le premier PPP part du mauvais pied »
- Les PPP en santé coûteront très cher
- Hôtel-Dieu de Québec (CHUQ) : plus long et plus cher que prévu

Lévesque, Kathleen, 20 septembre 2010. « Santé : le premier PPP part du mauvais pied », Le Devoir.

Secteur de la santé

- Pierre J. Hamel, « Un hôpital en partenariat public-privé (PPP) : un pari trop risqué », 2010, INRS
- Conclusions :
 - « Les PPP [...] présentent plusieurs problèmes structurels graves. »
 - « ... surtout dans le cas de gros contrats, les PPP limitent la concurrence et font la part belle aux plus grandes entreprises de la planète; »
 - « ... ils sont tout sauf transparents; »

Secteur de la santé

- Conclusions (suite) :
 - « ... ils induisent un maximum de rigidité sur une très longue période dans des services qui pourront difficilement s'adapter alors qu'ils sont susceptibles de connaître des évolutions aussi rapides que littéralement imprévisibles; »
 - « ... ils sont presque systématiquement plus coûteux; »
 - « ... personne ne peut affirmer qu'ils sont plus avantageux du point de vue de l'intérêt public. »

Secteur de l'énergie

- Privatisation et déréglementation de l'industrie de l'électricité
 - En Europe et aux États-Unis
 - Au Canada également
- Droit à l'énergie SOS FUTUR
 - Organisation non gouvernementale française
 - 400 organisations adhérentes
 - 70 pays
 - Objectif : « rassembler celles et ceux qui veulent agir en faveur de la reconnaissance du droit à l'énergie comme un droit fondamental de l'homme, partager l'énergie et protéger les équilibres de la planète et les intérêts écologiques des générations futures »
 - Moyens : forums, rencontres, études, ...

Production

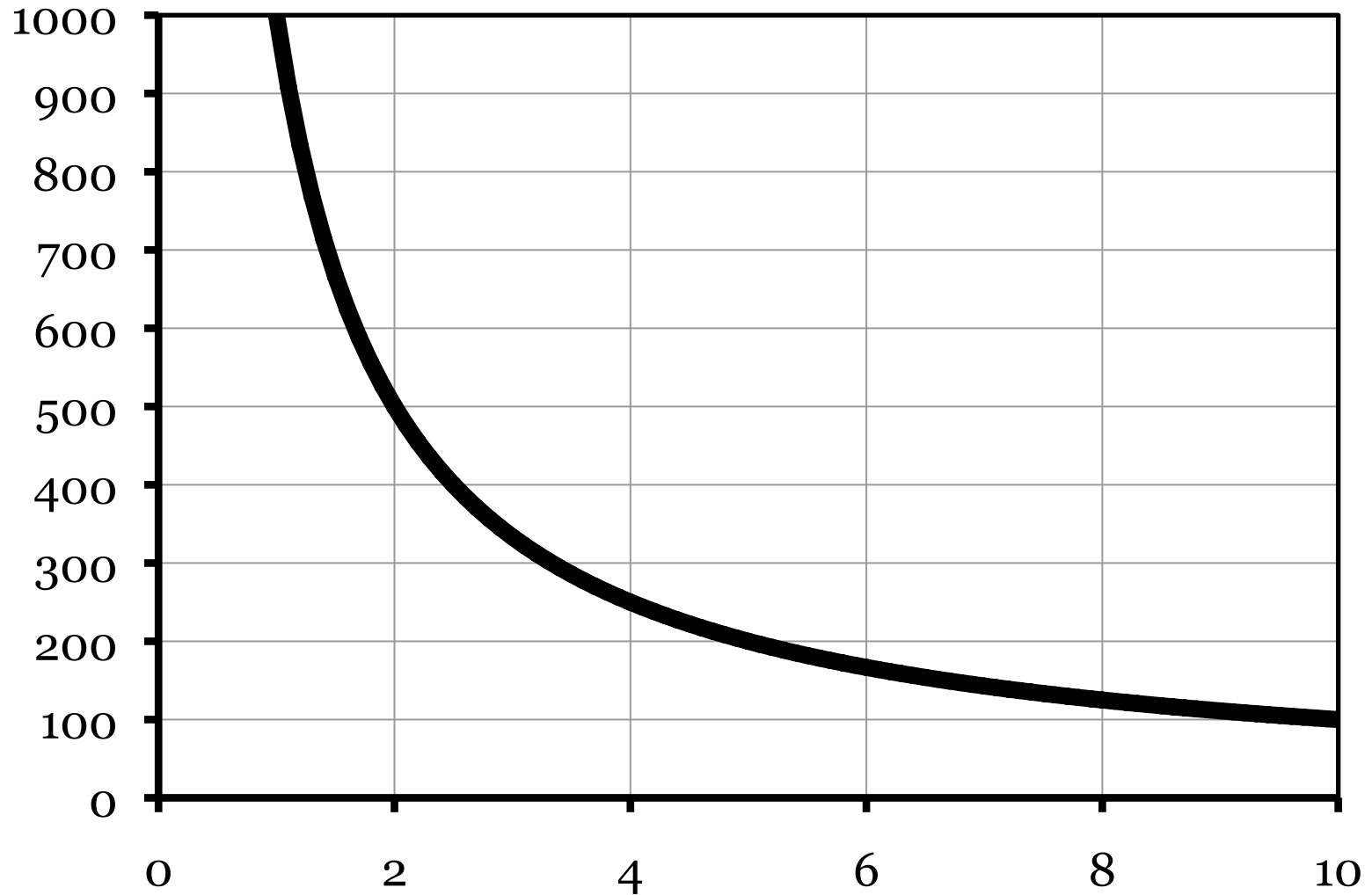
Transport

Distribution

**Intégration
verticale**

Monopole naturel

Coût moyen



Quantité

Secteur de l'énergie : réformes de l'industrie de l'électricité

Évolution des parts de marché des principaux groupes électriques européens

	1998	2004
Cinq plus grands	48 %	57 %
Dix plus grands	62 %	72 %

Source : Christophe Defeuilley et Guy Meunier, « Gestion du risque et intégration verticale dans l'électricité », Laboratoire d'analyse économique des réseaux et systèmes énergétiques, 2008.

Coalition opposée à la privatisation et à la tarification des services publics

- Coalition qui s'oppose aux mesures régressives proposées par le gouvernement libéral
- Certains économistes conseillent au gouvernement de réduire la taille de l'État
- Les services publics sont menacés
- Opposée au ticket modérateur en santé
- En date du 9 juin 2010 : 119 membres
 - Syndicats
 - Groupes communautaires

Coalition opposée à la privatisation et à la tarification des services publics

- Aux mesures régressives du gouvernement libéral, des alternatives sont proposées par la coalition :
 - En instaurant une fiscalité plus équitable
 - En augmentant les redevances sur les ressources naturelles
 - En faisant la lutte à l'évasion et à l'évitement fiscal
 - En ajoutant au moins un palier d'imposition pour les revenus les plus élevés
 - En réduisant, voire même en abolissant certaines exemptions fiscales (qui ne profitent qu'aux riches)
 - En introduisant une TVQ progressive en fonction de la nature des biens achetés
 - En luttant contre la corruption dans l'attribution des contrats gouvernementaux

Source : Coalition opposée à la privatisation et à la tarification des services publics, 2010, <http://www.nonauxhausses.org/2010/04/22/la-coalition-lance-la-campagne-halte-a-charest/>

Coalition opposée à la privatisation et à la tarification des services publics



Économie autrement

- Site Internet regroupant plusieurs économistes
- Économie autrement se donne une double mission :
 - Favoriser l'éducation économique et l'échange citoyen
 - Réseauter des économistes pour une pensée économique autre
- Économie autrement vise quatre objectifs :
 - Démystifier le discours économique dominant
 - Dynamiser la vie démocratique en rendant accessibles des analyses économiques
 - Proposer des outils de réflexion et d'action
 - Influencer le débat public en proposant des politiques économiques novatrices

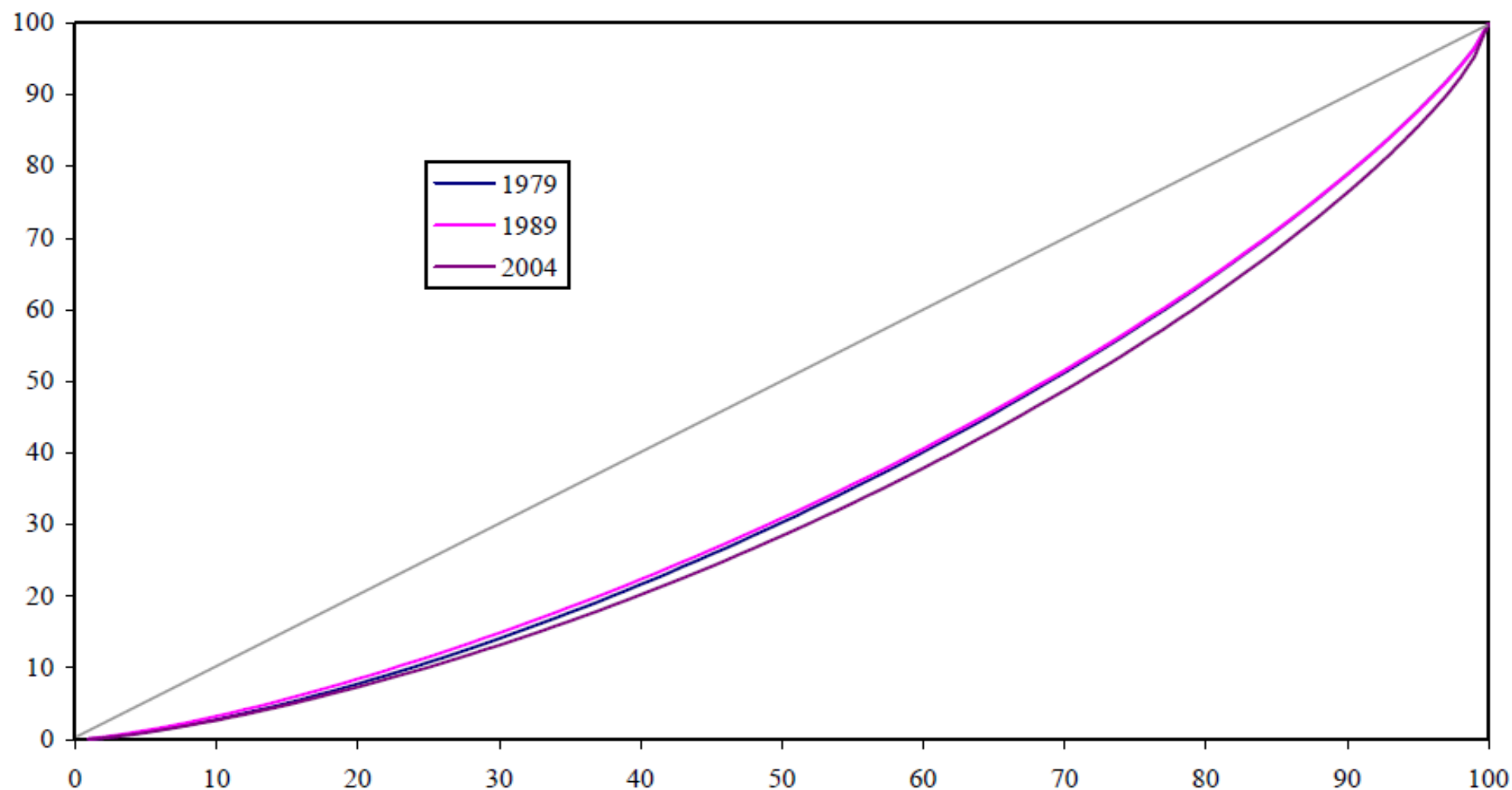
Source : Économie autrement, 2010, <http://economieautrement.org/spip.php?page=sommaire>

Conclusion

- Impact économique de la sous-traitance et de la privatisation :
 - Diminution de revenus : impact sur la consommation et sur la croissance économique
 - Impact sur la redistribution des revenus
 - Au Canada, les coefficients de Gini et les courbes de Lorenz montrent une redistribution moins équitable depuis 10 ans
 - Privatiser pour alléger la dette publique?
 - À long terme, cette thèse est difficilement soutenable

Figure 9-1 Distribution du revenu familial après impôt , selon les parts de revenu cumulées par centiles, 1979, 1989 et 2004

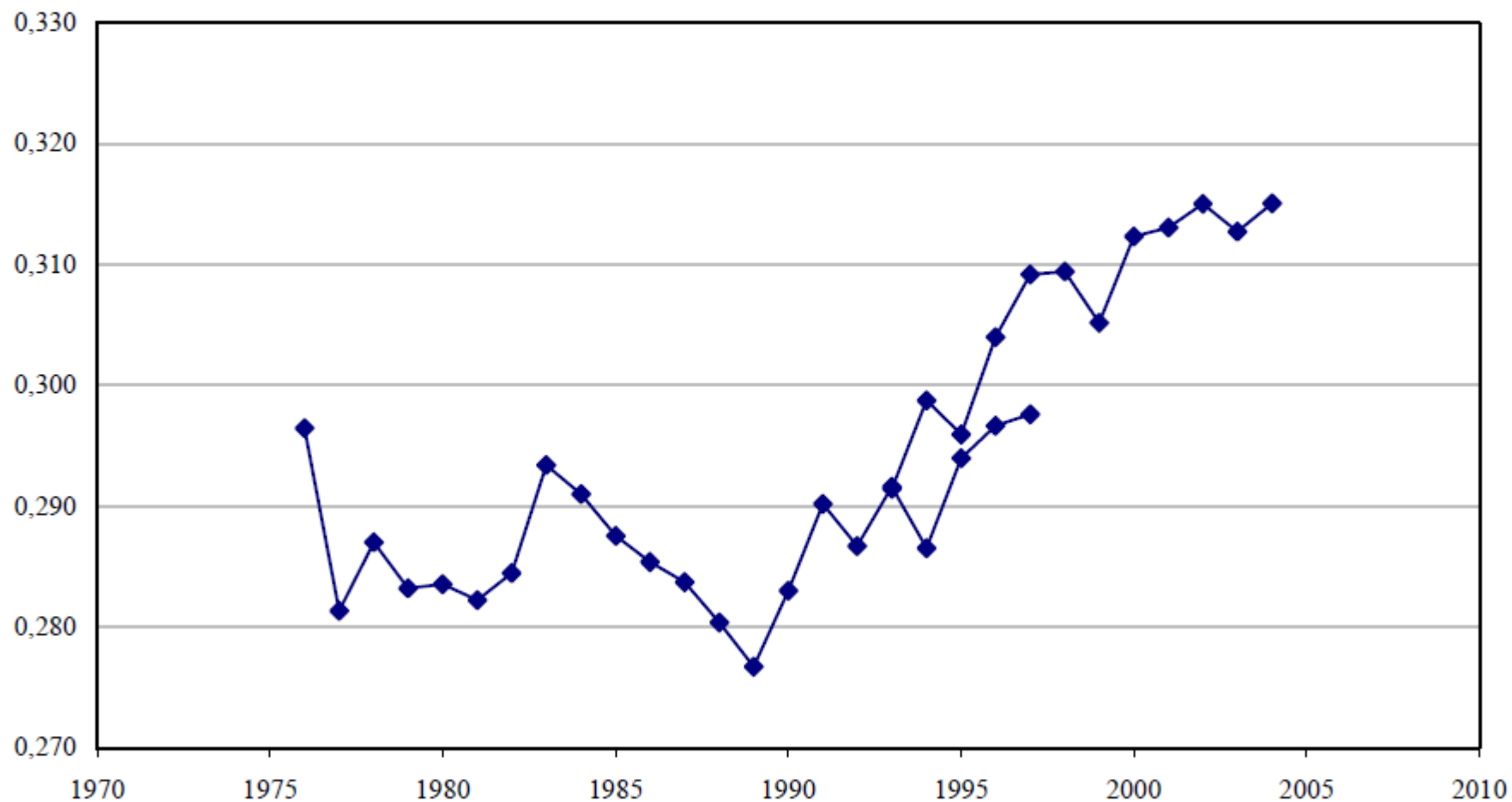
Parts du revenu cumulées par centile (courbes de Lorenz)



Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

Figure 10-2 Indices d'inégalité du revenu familial après impôt — Coefficient de Gini, 1976 à 2004

Coefficient de Gini



Sources : Statistique Canada, Enquête sur les finances des consommateurs et Enquête sur la dynamique du travail et du revenu.

MERCI

SCFP 

Syndicat canadien de
la fonction publique



FTO